

17èmes Controverses européennes de Marciac (août 2011)
La future PAC à l'épreuve des grands bouleversements du Monde

EN DIALOGUE

La toile de fond géopolitique : les frontières du repli ?

Avec le géopoliticien Michel Foucher et le journaliste Thomas Ferenczi.

Dans le cadre des 17èmes Controverses européennes de Marciac, la première matinée du 3 août 2011 invitait chacun à « dépasser les bornes » ; c'est-à-dire à sortir du strict cadre de la PAC pour appréhender l'ensemble du paysage culturel, politique et économique dans lequel s'inscrit cette politique commune.

D'où cette table ronde consacrée aux aspects géopolitiques, qui visait à tirer au clair les logiques de repli et d'éclatement à l'œuvre, mais aussi, bien entendu, les leviers d'une cohésion supranationale. Une mise au point nécessaire au regard des bouleversements intervenus au cours des trois dernières décennies - la fin de la guerre froide, l'effondrement de l'URSS et la chute du mur de Berlin – qui ont dessiné une nouvelle carte européenne.

Une réflexion salutaire aussi, face à la montée, ici et là, de mouvements nationalistes et à l'érosion de la solidarité entre les Etats-membres.

Date de publication : septembre 2011

www.agrobiosciences.org

EDITÉ PAR LA MISSION AGROBIOSCIENCES,
D'APRÈS LES CONTROVERSES DE MARCIAC
(16ème UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'INNOVATION
RURALE)

Mission d'Animation des Agrobiosciences
ENFA BP 72 638
31 326 Castanet-Tolosan
tel : 05 62 88 14 50



Les intervenants

Thomas FERENCZI



Ancien journaliste spécialiste des institutions européennes et ancien correspondant du *Monde* à Bruxelles.

Ancien élève de l'École Normale supérieure et agrégé de lettres classiques, Thomas Ferenczi a été journaliste au quotidien *Le Monde* de 1971 à 2008. Il y a occupé notamment les fonctions de chef du service politique, de directeur de la rédaction, de correspondant à Moscou et à Bruxelles. Il collabore depuis 2009 au site Internet *boulevard-exterieur.com*, spécialisé dans les relations internationales, à l'hebdomadaire *Réforme* et à la radio Fréquence protestante, pour laquelle il anime une émission consacrée à l'Europe, « Parcours européen ». Il est par ailleurs membre du comité scientifique de la Société pour l'histoire des médias et du comité scientifique des Cahiers du journalisme.

Parmi ses ouvrages : « *Le Journalisme* » (PUF, 2007), « *Pourquoi l'Europe?* » André Versaille Éditeur (2008). Il a également dirigé la publication de « *Devoir de mémoire, droit à l'oubli* » (Complexe eds, 2002), « *Politique en France, Dictionnaire historique de 1871 à nos jours* » (Larousse, 2004), et de « *L'Europe – 25 pays, une histoire* » (J'ai lu, 2004).

Michel FOUCHER



Directeur des études, de la formation et de la recherche à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) (depuis 2010). Professeur à l'école normale supérieure de Paris (Département de géographie).

Géographe et diplomate, spécialiste des frontières, ancien ambassadeur de France en Lettonie et ancien directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires Etrangères, Michel Foucher est agrégé de géographie et Docteur en lettres et sciences humaines. Michel Foucher est également expert du Programme frontières de l'Union africaine auprès la division Paix et prévention des conflits de la Commission de l'Union africaine (Addis Abeba). Et membre du conseil scientifique de la Fondation Robert Schuman.

Notons enfin qu'il préside le comité scientifique du festival culturel « Des frontières et des hommes » (Thionville Luxembourg Sarrebrück).

Parmi ses ouvrages : *La bataille des cartes. Analyse critique des visions du monde*, François Bourin éditeur, 2^e édition septembre 2011 ; *Europe. Europes*, La Documentation Française, 2010 ; *L'état de l'Union : rapport Schuman sur l'Europe* (co-direction scientifique avec Thierry Chopin), Lignes de Repères, 2011 ; *Nouveaux (dés)équilibres mondiaux*, La Documentation Française, octobre 2009 ; *L'Europe et l'avenir du monde*, Odile Jacob, mai 2009 ou encore *L'obsession des frontières*, Perrin, 2007.

De ou avec Michel Foucher, on peut lire notamment sur le magazine *Web de la Mission Agrobiosciences* : [Le bréviaire géographique de la Méditerranée](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2882) (publication originale) [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2882]

La table ronde

« *Il nous manque un Lula !* »

La Mission Agrobiosciences : Aujourd'hui, où en est l'Europe communautaire ? Que peut-on retenir de l'actualité récente ?

Michel Foucher : Il ne faut pas avoir la mémoire courte. Nous vivons aujourd'hui les conséquences de ce que nous avons réussi depuis 20 ans : plus de 500 millions de gens vivent dans des régimes de libertés démocratiques. Ce n'est pas rien : le continent européen a été l'épicentre de la guerre froide et le lieu des grands bouleversements géopolitiques qui ont suivi. Une anecdote pour illustrer ce fait : François Mitterrand rencontre Gorbatchev pour la première fois, en 1984, chez les oligarques vieillissants, et discute d'agriculture dans la mesure où la France avait signé des contrats d'envergure avec l'Union soviétique. Tchernenko confie à F. Mitterrand : « *Nous avons des problèmes agricoles.* » F. Mitterrand demande alors : « *Depuis quand ?* » Et Gorbatchev, alors simple ministre, prend la parole et répond : « *Depuis toujours !* » Mitterrand se rend alors compte que ce nouveau leader est quelqu'un avec lequel la France va pouvoir travailler. Et c'est effectivement Gorbatchev qui a initié et porté cette nouvelle donne.

La communauté européenne de l'époque a parfaitement réagi pour assumer pacifiquement – à quelques exceptions près – ce bouleversement extraordinaire. Les politiques communes ont été confirmées et c'est en particulier grâce à ces dernières que la RDA s'est intégrée du jour au lendemain dans l'Union européenne. Demandez aux agriculteurs polonais s'ils sont européens. Ils vous répondent oui à 93%.

« *Aujourd'hui comme hier, les initiatives se prennent hors traité* »

Nous avons donc accompli avec succès tout ce que nous devons faire. Mais ce faisant, nous nous sommes créés de nouveaux problèmes. Ainsi, nous comptons désormais un plus grand nombre d'Etats membres – 27 et bientôt 28. Non seulement cela crée une sorte d'essoufflement de la solidarité, mais il est plus compliqué de prendre des décisions par consensus à vingt-sept qu'à six. Cela explique que l'heure soit au petit format – des réunions à deux ou à trois – pour mettre au point les stratégies et les décisions. C'est vrai pour la Défense, pour la gestion monétaire et bien d'autres domaines. Aujourd'hui comme hier, les initiatives se prennent hors traité. Concernant l'Euro, les rapports étaient prêts – celui de Werner¹ notamment - la logique économique était comprise, mais la décision elle-même, qui relève de la géopolitique, s'est opérée par des négociations entre Kohl et Mitterrand, en tête-à-tête. Le Président français avait besoin que l'Allemagne unifiée confirme son ancrage dans la future UE. Pour Berlin, le prix à payer est très élevé : c'est l'abandon du Deutsche Mark, symbole de la souveraineté allemande. En retour, H. Kohl demande que la Banque Centrale Européenne soit aussi bien gérée que la Bundesbank. C'est-à-dire qu'elle soit indépendante. Un point que la France a du mal à accepter, car c'est renoncer au recours des dévaluations en cas de difficultés.

¹ Pierre Werner est l'un des pères de l'Union économique et monétaire. Cet homme politique luxembourgeois a présidé, dans le sillage du sommet européen de La Haye, un groupe spécial d'études sur les conditions de faisabilité de cette union. Le « rapport Werner » a été remis en 1970 à la commission européenne et aux Gouvernements.

Tous ces problèmes ne peuvent pas être résolus dans les traités. D'ailleurs, Jacques Le Cacheux² l'a dit précédemment : rien dans les traités ne permet à l'heure actuelle que se réunissent les chefs d'Etat et de Gouvernement de la zone Euro ! Seule une réunion des ministres des Finances est prévue - l' « Eurogroupe » présidé par Jean-Claude Juncker. D'où la proposition franco-allemande de demander au président du Conseil, le belge Herman Von Rompuy, de présider un Conseil de la zone euro.

Thomas Ferenczi : Je ferais entendre une voix un peu différente. D'abord, il faut souligner les difficultés actuelles de l'Europe à surmonter la crise de l'endettement, qui risque de devenir une crise de l'Euro. Plus généralement, il me semble que depuis une vingtaine d'années, l'Europe tourne au ralenti. Tout se passe comme si, après l'immense effort accompli pour créer une monnaie unique - une avancée considérable sur la voie de l'unité -, l'Europe épuisée avait baissé les bras concernant cette indispensable harmonisation fiscale et budgétaire. Cela dit, c'est vrai, il s'est passé beaucoup de choses entretemps : l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale (PECO), la mise en place d'une esquisse de politique étrangère, l'élaboration du traité de Lisbonne. Mais aucune avancée sur l'exigence d'un renforcement de l'unité européenne.

Pour quelles raisons ? Cela a été dit en introduction : avec la chute du mur de Berlin et le démantèlement de l'URSS, disparaît aussi la raison d'être de l'Europe, qui s'est construite en réponse à la menace soviétique. Et puis, il y a eu la réunification allemande. C'est de cette époque que date l'affaiblissement du couple franco-allemand, qui me semble être l'élément central de la crise européenne. Les difficultés de ce tandem apparaissent avec le chancelier G. Schröder. Accédant à une puissance nouvelle, l'intérêt de l'Allemagne pour l'Europe décline. Il faut dire que les Français n'ont pas non plus répondu aux appels du pied des Allemands dans les années 2000.

« Depuis vingt ans, l'Europe tourne au ralenti »

Deuxième raison de cette « panne » : l'émergence de la mondialisation. Ceux qui ont vanté les mérites de cette dernière, comme le ministre des Finances britannique Gordon Brown, ont jugé que, dans un monde devenu global, l'Europe était désormais trop petite. A l'inverse, pour ceux que la mondialisation effrayait, seuls les Etats étaient en mesure de nous protéger. La dimension européenne a ainsi été escamotée par les uns comme par les autres. D'ailleurs, ainsi que Michel Foucher l'a écrit, loin de faire disparaître les frontières, la mondialisation les a accrues puisque les acteurs principaux sont en effet les Etats et que les constructions régionales telles que l'UE, l'ASEAN³ ou le Mercosur⁴ ne jouent pas le rôle qu'on en attendait. Ces deux facteurs – effondrement du bloc de l'Est et mondialisation - ont conduit à une sorte de grand vide depuis la création de l'Euro.

Aujourd'hui, la crise suscite un sursaut. Une volonté politique s'est affirmée pour sauver la Grèce. Nous verrons jusqu'où elle pourra aller. On a compris également que pour soutenir le choc de la mondialisation et imposer un certain nombre de régulations, l'Europe devait s'unir. La période est à la prise de conscience d'un certain nombre d'insuffisances de la construction européenne.

² Jacques Le Cacheux est économiste. Il intervenait le même jour à Marciac, lors de la table ronde précédente : « Quand la crise économique et financière révèle les faiblesses de la construction européenne ».

³ Asean : Association des nations de l'Asie du sud-est, fondée en 1967, réunissant les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande, Brunei, le Vietnam, le Laos, la Birmanie et le Cambodge.

⁴ Mercosur : marché commun du sud, créé en 1991 et regroupant le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay.

Vous évoquez la mondialisation. Dans cette nouvelle géopolitique, nous n'avons pas vu arriver ces nouveaux acteurs que sont la Chine, le Brésil, la Russie... Cela vient-il brouiller un peu plus les cartes européennes ?

Michel Foucher : Si nous nous sommes concentrés sur les affaires européennes, nous avons oublié – je parle en géographe - que d'autres grands acteurs ont tiré de la chute du Mur et du communisme les mêmes conséquences que nous. Il est certain que si l'on arrêta de diminuer le nombre d'heures de cours consacrées à la géographie et à l'histoire dans les lycées français, nous aurions peut-être moins de difficultés à comprendre ce qui se passe en 2011...

Pour des raisons évidentes, nous avons été eurocentrés, A présent, il s'agit de repenser le même projet européen mais en y ajoutant l'échelle mondiale. Les vieilles nations qui composent cet ensemble organisé et institué sont-elles capables de définir une liste extrêmement courte de quelques intérêts communs ? Nous savons le faire au plan commercial : le commissaire au commerce porte *une* position de négociation. Au plan monétaire, c'est un peu plus compliqué. Cela dit, rappelons que l'Euro représente aujourd'hui 20% des réserves mondiales de devises des banques centrales des Etats du Monde, voire 26% des réserves chinoises et 40% des réserves russes. Autrement dit, nous, nous n'y croyons plus, mais d'autres y croient pour nous, ce qui est une bonne chose. Y compris d'ailleurs la Russie, qui s'interroge sur le pourcentage à dédier à l'Euro par rapport au dollar.

J'en reviens à ces grands acteurs que nous n'avons pas vu arriver, et qui ont tiré les conséquences de l'effondrement d'une économie centralement planifiée. Soit en libéralisant, c'est le cas de l'Inde dès 1992, soit en inventant le capitalisme d'Etat, c'est le cas de la Chine. Quant au Brésil, ce fut le choix de l'agrobusiness et donc d'un nouveau cycle d'exportations de matières premières. Ce pays, qui nous considère comme des protectionnistes, connaît aujourd'hui un excédent commercial de 22 milliards € avec l'Union européenne en matière agricole et agroindustrielle. Quant à la Russie, elle n'a pas sa place dans les pays émergents : elle traverse une crise politique profonde, mais nous avons intérêt, pour des raisons stratégiques, à avoir de bonnes relations sur une base d'intérêts mutuels bien compris.

« Nous avons des choses à apprendre des pays émergents »

En clair, notre heure de gloire est passée, et ce n'est pas très agréable : nous n'aimons pas perdre cette centralité ; les nouveaux acteurs revendiquent leur place au soleil – je reprends la formule du ministre allemand des affaires étrangères, Bernhard von Bülow, en 1897 au Reichstag. La Chine d'aujourd'hui ressemble en effet par certains traits à l'Allemagne de Guillaume II qui commerçait avec la France et le Royaume-Uni, mais ne supportait pas la suprématie franco-britannique, tout en voulant se doter des outils de souveraineté et de puissance possédés par Londres (marine, influence mondiale). Et la Chine supportera de moins en moins la suprématie américaine dans le Pacifique occidental. Il y a là quelques tensions en perspective. D'autant que ces Etats qui s'émancipent ont, à la différence de nous, une certaine confiance en eux-mêmes, même s'ils sont pauvres, confiance qu'expriment le premier ministre indien, les dirigeants brésiliens et les Chinois d'une certaine façon. De notre côté, nous n'avons pas de dirigeants politiques capables d'énoncer des perspectives, de donner un sens à l'histoire et, je suis d'accord avec Jean-Pierre Tillon⁵, de nous proposer un grand dessein. Bien au contraire, nous sommes enlisés dans une gestion de boutiquiers ; Angela Merkel, qui est une femme de l'Est, qui n'a pas le même rapport culturel à la construction européenne que son mentor, H. Kohl, qu'elle a d'ailleurs marginalisé à la CDU,

⁵ Jean-Pierre Tillon est directeur scientifique de la coopérative In Vivo. Il intervenait le même jour à Marciac, en réaction à la table ronde précédente : « Quand la crise économique et financière révèle les faiblesses de la construction européenne ».

dit toujours à ses électeurs : « Je suis une ménagère souabe », celle qui garde la clé de l'armoire où sont rangés les pots de confiture, c'est-à-dire les Euros. Euros qui ne sont d'ailleurs pas donnés, mais prêtés à des taux très élevés, bien au-dessus du taux du marché. Ne nous laissons pas impressionner par les pays émergents mais nous avons des choses à apprendre d'eux : toute leur énergie, toute leur politique extérieure consiste à gérer leurs intérêts. En fait, en Europe, nous avons besoin d'un Lula !

Revenons à la « boutique », c'est-à-dire à la construction européenne. Faute d'avoir un Lula, faut-il repenser l'équilibre des pouvoirs entre les différentes institutions que sont le Parlement, la Commission et le Conseil ? Par ailleurs, où en est l'idée d'un fédéralisme ?

Thomas Ferenczi : D'abord, sur l'absence d'un Lula, je suis entièrement d'accord avec M. Foucher. Au milieu des années 1990, les dirigeants des Etats européens qui sont arrivés au pouvoir n'étaient pas très favorables à l'Europe : Jacques Chirac succédant à F. Mitterrand et V. Giscard d'Estaing, Silvio Berlusconi succédant à R. Prodi...

Ensuite, pour répondre à votre question, le mot fédéralisme revient dans les débats. Nous l'avons d'ailleurs entendu dans la table ronde précédente. Jusque là, ce vocable était honni par une partie des Européens dans la mesure où il évoquait cette idée utopique des Etats-Unis d'Europe à laquelle personne ne croit plus. Le mot revient, donc, mais l'idée n'est plus exactement la même. Vous posez la question de l'équilibre des pouvoirs ; il faut bien comprendre que l'UE a un système de gouvernement extrêmement compliqué qui associe les Etats et les institutions bruxelloises. C'est une méthode dite communautaire : le dernier mot revient aux Etats, avec un rôle accru du Parlement. C'est cet équilibre là qui est menacé. La Commission a perdu beaucoup de son pouvoir, en particulier parce que les Etats ont tout fait pour qu'elle ne soit plus ce qu'elle était à l'époque de Jacques Delors. Ils ont choisi un président, José Manuel Barroso, qui a été élu contre l'avis des Français, des Allemands, des Belges, des Italiens... donc contre les pays fondateurs et à l'initiative principalement des Britanniques, qui ne sont pas vraiment de fervents Européens... Ensuite, le Traité de Lisbonne n'a pas amélioré les choses en créant une sorte de structure parallèle : le poste de secrétaire permanent du président du Conseil, qu'occupe Herman Von Rompuy, un homme qui mérite d'ailleurs mieux que les sarcasmes dont on l'accable.

« Notre modèle géopolitique est en avance sur le Monde »

Voilà l'idée sous-jacente au nouveau fédéralisme : un retour à la méthode communautaire. Mais j'y vois plusieurs conditions. La première, c'est qu'on n'oublie pas que nous sommes dans une fédération d'Etats- nations, dont il faut respecter autant que possible les prérogatives. Cela suppose un fédéralisme décentralisé. Deuxièmement, certains Etats, tels que l'Angleterre, ne seront jamais acquis à la cause du fédéralisme. Ce sera donc forcément sous la forme de « coopérations renforcées » ou « structurées » comme le mentionne le Traité de Lisbonne, n'engageant pas tous les Etats, comme c'est le cas de la zone Euro ou de l'espace Schengen ; à ce prix, nous pouvons tendre vers une union politique plus étroite, qui suppose la création d'un espace de débat et l'apparition de partis politiques réellement européens.

Dans votre livre *L'Europe et l'avenir du Monde*, vous écrivez, Michel Foucher, que l'Europe est un laboratoire du multilatéralisme ? Qu'entendez-vous par là et est-ce toujours d'actualité ?

Michel Foucher : Cela signifie que c'est le seul espace au Monde qui connaisse autant de négociations entre Etats souverains, y compris d'ailleurs sur la dette publique. Aux Etats-Unis, il y a certes négociation, mais entre B. Obama et le président républicain de la Chambre des Représentants. Au sein de l'Union européenne, depuis le traité de Lisbonne, toutes les décisions importantes sont prises à l'unanimité ou à la majorité qualifiée, même si le Parlement dispose désormais du pouvoir de co-décision sur la moitié des directives et des décisions importantes, ce qui constitue un progrès : il peut être un allié fondamental pour les prochaines négociations. Cette configuration en termes de mise en commun de la souveraineté est unique au Monde. Nulle part ailleurs, on ne s'embarrasse en imposant la co-décision entre Etats. Le Mercosur, c'est d'abord le Brésil ; Et malgré l'Asean, il n'est nullement question d'unité asiatique.

La difficulté, c'est que notre modèle géopolitique est en avance sur l'état du Monde. C'est bien pour cela qu'il nous faut tenir face aux remises en cause de ce modèle. Une position compliquée dès lors que la *short list* de nos intérêts communs est très mal définie, en raison de l'opposition des Britanniques.

Pour répondre à T. Ferenczi, quand j'ai évoqué H. Von Rompuy, ce n'était pas du tout négatif. A partir de 2012, il va assumer la présidence du conseil des chefs d'Etat pour la zone euro et je pense que cela sera efficace. Il faut en effet constamment adapter les pratiques. Encore une fois, dans l'histoire de la construction européenne, toutes les initiatives importantes ont été prises hors traité. C'est dans un second temps que l'on mutualise et que l'on convainc les autres Etats.

Je voudrais conclure sur l'un des objets du multilatéralisme européen : les politiques communes. Nous allons entrer dans des négociations budgétaires extrêmement difficiles pour la période 2014-2020. Mon conseil : il faut que toutes les forces concernées par toutes les politiques communes, dont la PAC, travaillent ensemble. Car derrière les attaques sur la PAC, il y a des attaques sur la politique de cohésion territoriale, au prétexte qu'il faudrait dépenser moins pour le maïs dans le Gers, par exemple, et plus pour la recherche & développement à Edimbourg... Tout cela ne tient pas. Le principe, c'était l'idée de Delors, consiste à compenser les forces du marché par un minimum de péréquation. Cette notion fondamentale, les Allemands la comprennent. Ils ont un mot pour la désigner : *finanzausgleich*. Car la force de l'Allemagne, c'est la qualité de la péréquation négociée entre le Bund et les Länder. Ce système a bien fonctionné jusqu'à maintenant dans le cadre européen.

En revanche, la Commission doit cesser de nous tenir le discours de l'ultralibéralisme. Il y a une naïveté extraordinaire dans cette volonté permanente d'ouverture du marché européen aux autres, alors que la réciproque n'est pas vraie. Le principe de la réciprocité dans les négociations internationales est fondamental, de même que le rôle des Etats, des collectivités locales, bref des politiques publiques. On ne peut pas défendre une politique publique comme la PAC, de manière isolée, en espérant ainsi mieux s'en sortir que ceux qui défendent d'autres politiques publiques. Ayons une approche globale de la promotion - et pas seulement de la défense- de toutes les politiques publiques pour la période 2014-2020.